

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Moyen-Orient

LES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE DU 5 JUIN 1967

Le 5 juin 1967, Israël déclenchait une

troisième guerre d'agression contre les pays arabes qui persévèrent dans la lutte pour récupérer leurs territoires perdus et retrouver les droits nationaux légitimes du peuple palestinien. Les enseignements de la guerre du 5 juin ont toujours une importante signification pour les luttes actuelles des peuples arabes et africains.

Les peuples arabes et palestinien connaissent depuis longtemps les agresseurs sionistes et leur patron, l'impérialisme US. La guerre des six jours leur a permis de mieux connaître aussi cette autre superpuissance que se prétend toujours leur «allié naturel» leur «ami la plus sincère», l'URSS sociale-impérialiste. Et depuis leur vigilance à son égard s'est renforcée.

LES FAUX AMIS

Les exemples de la trahison soviétique à cette occasion, abondent.

Juste avant le déclenchement de la guerre, c'est l'URSS qui avait informé les pays arabes qu'Israël déclencherait prochainement une attaque éclair contre la Syrie et l'Égypte. Mais lorsque les troupes arabes furent rassemblées, elle a empêché ces deux pays d'ouvrir le feu, laissant à Israël le bénéfice d'une attaque surprise. En rappelant ces faits, le journal égyptien «Amakhar» écrivait récemment : «L'URSS nous poussait à concentrer nos forces pour faire face à Israël mais c'est elle aussi qui nous lia pieds et poings jusqu'à ce qu'Israël ait fini ses préparatifs.»

Avant la guerre, le Krenlin avait solennellement donné à l'Égypte l'assurance qu'il soutiendrait les pays arabes dans leur résistance à l'agression.

(suite page 2)

• Le Pellerin

Libération immédiate des 5 paysans arrêtés !

La semaine dernière, lors d'une manifestation d'une cinquantaine de personnes à Coueron, bourg proche de Nantes et situé face au Pellerin, sur l'autre rive de la Loire, les registres de «l'enquête d'intérêt public» avaient été brûlés sur la place du marché. La population exprimait ainsi son opposition à cette enquête totalement bidon et dont le seul but est de donner une apparence de démocratie à la décision d'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin.

Aussitôt, 5 personnes des environs étaient arrêtées ; comme par hasard 5 paysans connus de plus pour être des militants «Paysans-travailleurs». Le tribunal, après une procédure de flagrant délit, décidait de les garder en prison, sous le coup de la «loi anticasseurs» en vertu de laquelle ils risquent de 1 à 5 ans de prison ferme : «action à force ouverte», en effet que de brûler des papiers. Ce qui valut à ces travailleurs, de la part du procureur, des qualificatifs dont on peut être sûr que seront épargnés les nervis assassins du SAC et de la CFT à Reims.

Aussitôt transférés à la prison de Rennes, les 5 en sortiront ce vendredi pour le procès à Nantes.

Aussitôt également, la riposte s'organisait : un piquet-nique regroupait plusieurs centaines de personnes dimanche au Pellerin.

(suite page 4)

• Reims - Verreries mécaniques champenoises

AVANT HIER LES FLICS, HIER LES FASCISTES, AUJOURD'HUI LES REVISIONNISTES

A 12 h 30, mardi aux Verreries mécaniques champenoises, Borchini, secrétaire de l'union locale CGT, dit à des journalistes : «Ce qu'il faut, c'est en finir au plus vite». Une assemblée générale est convoquée pour 14 h ; à 14 h rien, il faut attendre que les délégués rencontrent la direction pour le protocole d'accord. C'est vers 15 h 30 que Borchini annonce le résultat des négociations. Points qui semblent acquis : la réintégration des délégués licenciés. Rien sur les salaires, rien sur les heures de grève et d'autres points qui étaient demandés.

Borchini dit que la CGT a refusé de signer cet accord en raison du lourd tribut payé par les travailleurs, c'est-à-dire la mort de l'un d'entre eux. On aurait pu penser à ce moment que Borchini revenait sur sa déclaration de midi, estimant que la situation n'était pas encore mûre pour enterrer définitivement le mouvement. Eh bien non ! Il se lance dans une grande opération de démagogie, proclamant bien haut le soutien de la population rémoise, il dit : «Nous ne voulons pas que l'opinion se retourne contre nous... que la population dise que les travailleurs de VMC sont des irresponsables.»

Puis il dit qu'il «ne faut pas de rixe, de conflit interminable entre grévistes et non grévistes... d'ailleurs, la grève illimitée ça n'existe pas, la pratique le montre chaque jour. Il

La CGT appelle à la reprise du travail

Le vote qui devait avoir lieu mercredi matin a été annulé «vu la vote affirmatif d'hier», ce qui est faux. Le travail devrait reprendre selon les responsables CGT après les obsèques de Pierre Maître, vendredi après-midi. La CGT a également ajouté que «la population rémoise ne pourra pas penser que les travailleurs de VMC sont des provocateurs vu la reprise du travail». Les travailleurs, à part une bande de jaunes, ont manifesté leur mécontentement contre la décision de la CGT.

faut à un moment ou à un autre en revenir à des formes plus souples... Combien de temps tiendrons-nous avec le piquet de grève de-

vant la porte ?»

Borchini donne ensuite ce qu'il appelle la position de la CGT : «Lever le piquet de grève, poursuivre à l'intérieur par des débrayages». Des sifflets saluent cette capitulation honteuse. Borchini reprend son baratin. «L'immobilisation de la situation provient de la direction pour faire continuer l'action. Nous ne tomberons pas dans ce panneau. Évidemment, ce sont des choses que vous ne sentez pas. C'est pourquoi, nous vous mettons en garde». Borchini appelle à voter pour ses «propositions» : personne ne lève la main. «Beaucoup à Reims voudraient avoir le 13 e mois comme vous» : c'est Borchini qui parle. Vives protestations de nombreux travailleurs. Borchini repart à l'assaut et répète plusieurs fois comme un perroquet ses «propositions» et appelle à un nouveau vote et «à ne pas crier».

Trois ou quatre mains se lèvent. Borchini fera ainsi d'autres tentatives pour essayer de faire avaler sa soupe. Comme ça ne marche toujours pas, il fait une autre «proposition» : «Continuer la grève sous la forme actuelle sans les piquets de grève». Vives réactions des travailleurs. «Il a

été payé par le patron, ma parole» dit un travailleur en colère. Beaucoup d'autres sont mécontents. Borchini qui n'en est pas à une saloperie près déclare : «Il n'y a pas que VMC, il ne faut se couper de la population...» Et comble de cynisme : «On ne pourra pas accuser la CGT de ne pas avoir une procédure démocratique». Or, il n'y a que lui qui a parlé (d'une fenêtre, alors que les travailleurs sont dehors) et qui parlera. Enfin, pour terminer avec brio, il s'appuie ouvertement sur un groupe de jaunes qui dit qu'il y a pas eu vote, pour dire que «vu la confusion, les travailleurs sont convoqués demain à 7 heures... pour un vote à bulletins secrets».

La confusion provient de qui et de quoi sinon de ces ennemis jurés qui se cachent derrière le masque de meilleurs défenseurs des travailleurs. Avant hier, c'était les flics qui attaquaient, hier les fascistes qui assassinaient et aujourd'hui les révisionnistes qui portent le coup final.

Le vote sur le parlement européen

L'épreuve de force de Chirac

Les rivalités au sein des clans de la majorité viennent de connaître de nouveaux développements avec la décision, mardi, du groupe parlementaire RPR de déposer une motion d'ajournement du projet de ratification de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. En des termes qui ne pouvaient déplaire à Debré, Chirac a af-

firmé que le projet était inacceptable.

En fait, il semble bien que le RPR, par cette décision inattendue, veuille se donner une image de marque de grand parti de l'indépendance nationale, face aux autres partis de la majorité, mais aussi face au faux parti communiste

(suite page 3)

LE JOUR DES OBSEQUES DE PIERRE MAITRE, MANIFESTEZ NOMBREUX

A 18H GARE ST LAZARE

Selon les dernières informations, les obsèques de l'ouvrier Pierre Maître auront lieu soit le jeudi 9 juin soit, plus vraisemblablement le vendredi 10 juin, à Reims. Le jour des obsèques, à l'appel des communistes marxistes-léninistes de France, manifestez nombreux à Paris pour affirmer votre colère contre les tueurs fascistes et ce pouvoir qui les arme.



FETE POPULAIRE POUR LE SOUTIEN
AUX LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES
dimanche 19 juin
A Gémenos (Bouches-du-Rhône)
THEATRE DE VERDURE

Gémenos 77 : fête des travailleurs

Ces dernières semaines, ont vu éclater la volonté de lutte des travailleurs, volonté longtemps contenue par les directions syndicales pour ne pas troubler la sérénité de leurs élections : usines occupées, colère des petits paysans et des ouvriers agricoles, lycéens en lutte contre la réforme Haby : partout dans notre région se manifeste la combativité de ceux qui souffrent de l'exploitation capitaliste.

Ce refus de faire les frais de la crise affole tous les politiciens de la bourgeoisie : La majorité n'en finit pas de se réconcilier et de se diviser, tandis que ceux d'en face envisagent de dépoussiérer leur programme miracle. Tous ces plans, réformes ou programmes ne sont que des rajustages visant à sauver le capitalisme de l'agonie.

La conscience de cette dure réalité monte dans le peuple. Les congrès syndicaux se font l'écho de cette idée : avec l'Union de la gauche au pouvoir, il faudra lutter pour nos revendications.

C'est pour donner la parole à ce courant de lutte de classes, à ceux qui combattent aujourd'hui, que les communistes marxistes-léninistes de Provence organisent le 19 juin une fête populaire pour les luttes ouvrières et paysannes, pour le socialisme.

Une fête, non pour oublier que le capitalisme nous exploite chaque jour, mais pour rassembler nos forces afin d'abattre ce système d'oppression et de misère.

UNE FETE DE L'ACTION CLASSE CONTRE CLASSE

Avec la présence des travailleurs des PTT, de la Sécurité sociale, la Sescio, La Ciotat, etc. qui parleront de leurs succès et de leurs échecs, des embûches des patrons et des trahisons des faux communistes et qui préparent les «toitures de demain».

UNE FETE DE L'UNITÉ AVEC NOS FRERES IMMIGRÉS

Nous sommes en lutte contre le racisme, contre la prison d'Aranc, contre la Sonacotra, pour l'égalité des droits entre français et immigrés.

UNE FETE DE L'UNITÉ OUVRIERS ET PAYSANS

Des paysans des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse, parleront de leurs conditions de travail, de leurs luttes et vendront leurs produits. Des paysans corses témoigneront de l'oppression que subit le peuple corse et du combat qu'il mène pour vivre et travailler au pays.

UNE FETE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES DU TIERS MONDE

Nous sommes tous en lutte contre les restes de colonialisme français et contre les deux superpuissances.

UNE FETE DE LA JEUNESSE

Celle-ci refuse l'école de la réforme Haby comme celle du Programme commun ; qui refuse l'exploitation des apprentis, le chômage, le départ du pays pour trouver un travail ; de la jeunesse qui aspire à un monde nouveau.

UNE FETE DE LA CULTURE POPULAIRE

Avec Claude Antonini qui chante des poèmes révolutionnaires, avec des sketches, des poèmes, des chants, un montage diapos sur le socialisme, une exposition sur la vie de Mao-Tsé-toung.

GEMENOS 77 : UNE FETE pour en finir avec le vieux monde et pour affronter avec enthousiasme les luttes à venir.

PROGRAMME

10 H 30 Forum sur l'immigration
12 H : Pique-nique, buffet, buvette sur place.
Après-midi : Forums, stands d'entreprises, Corse, tiers monde
Chanteurs : Claude Antonini, chorales, tiers monde
Animation culturelle, diaporama, sketches, exposition Mao.

MEETING OUVRIER-PAYSAN AVEC J. JURQUET

BAL POPULAIRE

le monde en marche

● Moyen-Orient

Les enseignements de la guerre du 5 juin 1967

(suite de la page une)

Mais dès qu'ils demandèrent du secours, le Kremlin fit marche arrière, invoquant mille prétextes pour différer son aide. Nasser devait révéler par la suite qu'à trois reprises il avait réclamé des avions à l'URSS, sans succès. «C'était, déclarait-il, faire attendre le fourrage à un cheval jusqu'à ce qu'il meure de faim».

MILLE TRAHISONS

Alors que les pays arabes essayaient des revers, au lieu de les soutenir dans leur résistance jusqu'à la victoire, l'URSS fit pression sur eux pour qu'ils acceptent rapidement «un cessez-le-feu sur place et inconditionnellement». Les pays arabes devaient ainsi abandonner les territoires occupés par Israël pendant la guerre, dont la presqu'île du Sinaï, les hauteurs de Golan et la rive occidentale du Jourdain.

Ces trahisons réelles sous les protestations verbales d'amitié, ont ouvert les yeux à de nombreux pays arabes.

Ils devaient décider en conséquence de compter d'abord sur leurs propres forces, celle que fait naître leur unité.

Après la guerre du 5 juin, Israël bénéficia d'une aide militaire accrue de la part des impérialistes américains. De leur côté, les pays arabes ont souhaité des armes so-

viétiques pour compenser leurs pertes et rééquilibrer leur armée.

De retour d'une «tournée» dans les pays arabes, Podgorny déclarait alors avec un beau cynisme :

«Partout où je suis allé, j'ai constaté que tous attendaient de nous des armes et du matériel de guerre pour livrer combat une nouvelle fois et immédiatement. Mais j'ai réussi à calmer cette impatience. C'est notre main qui doit être toujours sur la détente des armes». N'est-ce pas là le raisonnement typique d'un impérialiste arrogant ?

Pendant son séjour au Caire, Podgorny exigea la construction d'un poste de commandement de la marine et d'un bassin de radoub pour l'URSS. Il a exigé de plus que la marine russe tienne garnison dans cette zone placée sous tutelle de Moscou et sur laquelle flotterait le drapeau soviétique. Comme flotte le drapeau américain sur la zone du canal de Panama.

COMPTER SUR SES PROPRIES FORCES

Cette expérience amère a aguerri les pays arabes. En octobre 1973, resserrant leurs liens, ils ont déclenché, malgré les deux superpuissances, une contre-offensive sur les agresseurs américains. Utilisant pour la première fois «l'arme du pétrole», ils portaient des

coups très durs au sionisme et à ses protecteurs. Peu de temps après, l'Égypte secouait le joug du social-impérialisme, expulsait ses «experts» dénonçait son faux «traité d'amitié».

Aujourd'hui, soviétiques et américains intensifient leur rivalité au Moyen-Orient et en Afrique. Mais pays et peuples sont vigilants. La première conférence au sommet afro-arabe tenue en mars dernier, au Caire, a proclamé la détermination des peuples africains et arabes de parvenir

à la libération nationale en toute indépendance et par la lutte dans l'unité. Ouvrant la séance, le président Sadate déclarait :

«Nous ne sommes pas l'instrument de la rivalité des grandes puissances... Nous constituons une force active et efficace, capable de contrôler les événements et de prendre des initiatives. Triomphale sera la marche des peuples vers la liberté, la dignité, et la justice.»

Voilà le serment commun des centaines de millions d'arabes et d'africains.

● USA

Les Porto-ricains avaient organisé une manifestation à Chicago mercredi en faveur de l'indépendance de Porto-Rico. A la fin de la manifestation, la police a tiré brutalement dans la foule. Plus de trois mille manifestants ont alors riposté en bombardant les forces de l'ordre à coups de pierres et de bouteilles.

Deux manifestants ont été tués, 116 furent blessés.

Les flics ont compté 35 blessés dans leurs rangs. 119 personnes ont été arrêtées puis inculpées de violences à agent et rébellion pour la plupart.

Dimanche, les affrontements reprenaient dans l'après-midi : les manifestants s'étaient alors armés de cocktails Molotov. Quatre manifestants furent blessés mais treize policiers furent tués mis hors d'état de nuire.



Patriote Porto-ricaine, Lolita Lebron, est emprisonnée aux USA depuis 1954. Sa libération immédiate et sans condition est un des objectifs de la lutte des Porto-ricains aux USA.

● Egypte

Machhour Ahmed Machhour, président de l'organisme du canal de Suez, a indiqué dans une interview accordée à l'Agence d'Informations du Moyen-Orient, que «15 % de la totalité du commerce international transitent par le canal de Suez».

Accordant cette interview à l'occasion du deuxième anniversaire de la réouverture du canal de Suez (5 juin 1975), M. Machhour a ajouté que «lorsque les projets de développement du canal de Suez auront été achevés, la capacité de cette voie pour le transit de

pétroliers géants passera de 30 % à 90 %».

«Depuis le 5 juin 75 jusqu'à la fin du mois de mai dernier, le nombre total des navires ayant franchi le canal de Suez s'est élevé à 30 627 bâtiments pour une charge totale de 346 millions de tonnes» a-t-il précisé en soulignant l'importance de la réouverture du canal pour l'économie mondiale, pour le développement des pays riverains de la mer Rouge et de l'Afrique orientale.

Une importance qui explique l'intérêt que les deux superpuissances portent à cette région !

Halte au génocide du peuple guyanais

Le gouvernement colonialiste français veut exploiter intensément la Guyane pour piller systématiquement ses richesses. Dans l'optique du «plan vert», la pâte à papier, la bauxite, l'or, l'agriculture d'exportation doivent servir à renflouer l'économie de la France.

La mobilisation du peuple guyanais contre un tel projet étant inévitable, le gouvernement français a cru qu'il résoudrait cette contradiction en organisant le négoce du peuple guyanais par une monstrueuse substitution de population.

Aussi, pendant qu'il renforçait délibérément le chômage en Guyane et contraignait des milliers de Guyanais à s'expatrier en France, il organisait l'installation en Guyane de 8 000 colons français dans un premier temps ; pour les inciter à venir nombreux, le gouvernement colonial leur offre des terres immenses et des subventions démesurées.

Aujourd'hui, parallèlement à cette invasion française, il est prévu d'envoyer 40 000 Cambodgiens, Lotiens et Vietnamiens qui dans une lettre à Giscard d'Estaing l'assurent de leur asservissement total au pouvoir colonial. Plus de 15 familles cambodgiennes sont actuellement en Guyane et le processus d'invasion va s'accroissant.

L'Union des étudiants guyanais vous appelle à manifester massivement votre soutien à la lutte du peuple guyanais contre l'invasion en Guyane.

Meeting le vendredi 10 juin

AU 177 RUE DU CHARONNE
Métro : Alexandre Dumas, à 19 H 30



Exposition des enfants de Pékin

Dans les pays socialistes, en Chine en particulier, les enfants ne sont pas considérés comme une masse de consommateurs qu'on doit préparer à subir plus tard l'exploitation ou le chômage. Les enfants ne sont pas cantonnés dans le monde rose des contes de fées, comme des assistés, qui n'ont qu'un droit, celui de se taire et d'acheter des chewing-gums.

Au contraire, en Chine, les enfants participent dans une certaine mesure à la production, ils ont leur mot à dire sur tous les problèmes de la construction du socialisme. Actuellement, à Pékin, se tient une exposition de plus de 200 œuvres picturales (gravures, goua-

ches, aquarelles, papiers découpés, argile modelée), peintures ont pour sujet la vie enfantine. Elles acclament la parution du Tome V des œuvres du président Mao Tsé-toung, honorent la mémoire de Chou En-lai, critiquent la bande des Quatre.

Certaines montrent des activités d'enfants qui prennent exemple sur le camarade Lei-Feng et reçoivent une formation sur les plans industriel, agricole, et militaire. Comme on le voit, en Chine, les enfants ne sont pas coupés de la réalité, ils ne sont pas coupés des problèmes de leurs parents et sont associés à la lutte des classes.



SPORT

Quand les patrons utilisent le foot à leur profit

Je travaille dans une entreprise d'une centaine de salariés. Le cloisonnement entre les travailleurs y est extrême.

Ceci attisé par un directeur fascinant qui est un véritable artiste en ce qui concerne «Diviser pour régner». Depuis peu, se déroulent des matchs de foot à l'initiative des chefs opportunistes de la section CGT.

C'est sympa, on se marre bien et après le match on boit un coup de rouge... Ouais, mais regardons-y de plus près : 15 jours avant le match, les équipes commencent à se constituer. Il y va de l'honneur du clan. Il faudra gagner sur l'autre clan, qui «sont des minables, des cons...», alors les marchandages vont bon train dans ce style-là : «Je te paie un coup après le boulot et j'essaie de te convaincre d'être dans mon équipe, vu que tu es considéré comme «valable». Parce que toi, qui es un plouc, je fais tout pour te dissuader de jouer ou j'essaie de te suggérer de jouer dans l'autre équipe. Chaque équipier de chaque équipe commence à faire du plat au directeur suscité, pour l'avoir dans son équipe : «C'est un fumier, mais il est valable». Il joue bien, il jouait il y a quelques années dans une équipe.»

Le jour du match, ça bétonne sec, il faut gagner et puis il y a quelques comptes à régler entre tel et tel... Après le match, c'est les ragots, le mépris, et les analyses du match avec le directeur, pendant une ou deux semaines.

Plusieurs élus CFDT participent ou soutiennent également à fond ces parties de foot. C'est de la collaboration.

Après tout «il (le directeur) n'est pas si mauvais que cela. Il a même aidé à pousser le 203 d'André, qui s'était embourbé», «il nous a même payé un coup après le match».

«Ouvriers-patrons : même combat» : telle est la nouvelle devise qui passe en fait à travers ces matchs. On va jouer en Corpo (corporatif : rencontres entre boîtes).

Si je vous envoie ces lignes, c'est parce que ce n'est pas exceptionnel dans le coin, dans plusieurs boîtes de la région se déroulent des matchs corpo où OS... cadres répressifs se retrouvent unis autour d'un ballon contre OS... directeur d'une autre boîte.

Ainsi, dans la région, à la SNCF ces dernières années le nombre d'équipes de foot regroupant cheminots, ingénieurs cadres répressifs a augmenté considérablement, en même temps les luttes de classes diminuaient.

La même chose : «une équipe de football d'entreprise peut cacher des réalités très différentes. Et si parfois le football peut servir la classe ouvrière, d'autre fois il peut être utilisé par la classe bourgeoise à son profit.

Il nous faut combattre pour que le sport serve la classe ouvrière et non plus ses exploités.

Un lecteur, après discussion avec des camarades de travail,

L'assassinat de Pierre Maitre La CFT et le pouvoir

C'est un commando de la CFT qui a assassiné Pierre Maitre. Le gouvernement, la CFT elle-même cherchent à se laver les mains de cette affaire. Mais derrière le fusil qui a tiré, il y a la CFT qui forme des tuteurs. Derrière la CFT il y a le gouvernement, toutes tendances confondues quand il s'agit de combattre les ouvriers.

L'historique de la CFT est très significatif à cet égard.

Officiellement créée en 1959, la CFT (Confédération française du travail) remonte en fait à 1957.

LES ORIGINES

Les ancêtres de la CFT se nomment alors : Philippot, Bardoulet, Moutardier. Ils dirigent une officine : «Travail et liberté». Le premier fut l'un des animateurs, avant-guerre, du Front démocratique des travailleurs dirigé par un militant trotskiste qui rejoindra le PPF de Doriot, collaborant avec l'occupant nazi.

Le second fut sous le régime de Vichy l'un des artisans de la Charte du travail, de Pétain.

Le troisième sera le premier d'un certain nombre de métamorphoses de «Travail et liberté» qui devient fin 1949 la Confédération générale des syndicats indépendants (CGSI). En 1952, ce «syndicat» éclate en trois organisations qui vivent sous la IV République.

La première, le syndicat Simca, est dirigée par Jacques, ancien chef du groupe du service d'ordre du RPF, parti de de Gaulle. La seconde, Confédération française des syndicats indépendants, est dirigée par Delorme, ex-inspecteur des renseignements généraux. La troisième, Confédération française syndicale travail et liberté, est dirigée par les anciens collabos pétainistes

Quelques personnalités CFT... et leurs liens politiques

Auguste Blanc : secrétaire de la CFT, porté à ce poste par le SAC, Chirac et Marie-France Garaud (voir article ci-joint).

Raymond Houssard : depuis décembre 1975, conseiller personnel d'Auguste Blanc. Candidat RPF en 1958, candidat «divers droite» en 1973.

Amaury Lubeck : responsable du SAC, envoyé chez Peugeot pour superviser la CFT.

Max Perret : secrétaire de la CFT-Berliet, ancien secrétaire des Républicains indépendants du Rhône, adhérent au Club «perspectives et réalités» (majorité).

de Vichy.

Ce sont ces trois organisations qui donneront naissance à la CFT actuelle, en 1959. Comme on le voit, dès ses origines, ce «syndicat» est un appareil composé d'agents des gouvernements bourgeois successifs, un savant mélange de gaullisme et de pétainisme, de tout ce que l'on peut unir dans les milieux dirigeants contre la classe ouvrière.

SOUS LA Ve RÉPUBLIQUE

Avec le retour de de Gaulle en 1958, les trois organisations se regroupent pour faire la CFT. Les principaux animateurs en sont : Calmejane, et Bernasconi, tous deux anciens RPF et futurs députés UDR (gaullistes).

En 1960, c'est un nommé Simakis qui devient secrétaire général de la CFT. En 1960 aussi, ce Simakis, vieux militant d'extrême droite, participe au colloque de Vincennes organisé par Soustelle, l'un des fondateurs de l'OAS, organisation terroriste d'extrême droite qui propage le fascisme et soutient «l'Algérie française». Simakis apporte de fait à ce colloque le soutien de la CFT.

En 1975, Simakis est évincé de la tête de la CFT par un autre individu de même type, Auguste Blanc. Furieux, Simakis, déclare que la CFT est une création du SAC et des gaullistes, qui ont fait dit-il un coup d'État contre sa personne à la tête de la CFT. Voici ce qu'il dit notamment :

«Avant le congrès des 13 et 14 septembre 1975, il y a eu deux réunions qui se sont tenues, qui ont regroupé des gens qui politiquement se trouvaient du côté de l'UDR et du côté du SAC, un trentaine de personnes ayant des affinités avec l'UDR et avec le

cent afin de créer un État dans l'État, en promettant aux gens, la reconnaissance de la CFT au niveau national en leur disant : si vous n'êtes pas reconnus, c'est de la faute de Simakis personnellement. Autrement, vous devriez l'être et vous le serez. Vous avez l'assurance de Matignon, plus exactement de Marie-France Garaud et de Jacques Chirac...»

Marie-France Garaud est la conseillère intime de Chirac, qui est à cette époque premier ministre de Giscard d'Estaing.

Les déclarations que fait Simakis pour se venger révèlent ce que l'on savait déjà : la CFT regroupe sous l'égide des gaullistes,

des militants d'extrême droite, de l'Algérie française, de l'OAS, des anciens collabos de Vichy. L'une des personnalités de la CFT, Isaac Yvon Cohen dirigeait les service d'ordre de Giscard d'Estaing aux dernières présidentielles.

Cette alliance directe de la CFT et de toutes les fractions de la majorité bourgeoise se révèle aussi quand on voit la liste de ceux qui demandent que la CFT soit reconnue comme un syndicat représentatif. On y trouve par exemple : Jean Charbonnel, ancien ministre gaulliste qui flirte aujourd'hui avec le PS ; Griotteray, giscardien, Christian Poncelet, partisan d'Edgar Faure...

Comment recrute la CFT

Interview d'un ouvrier de Citroën-Rennes (Extraits)

Et la CFT ?

«Avant 1968, la CFT n'existait que dans la maîtrise. En 1968, quand il n'y a plus eu de pièces : «Rentrez chez vous les gars...» puis la direction a convoqué ceux sur qui elle pouvait compter... qui ont travaillé (à l'entretien par exemple). C'est là que s'est formée l'organisation.

Il y a de 100 à 300 actifs, qui distribuent des tracts s'entraînent au tir grâce au matériel et au centre Citroën !

La grande masse des adhérents ne participera pas et ne sait pas ce qu'est la CFT au fond ; des gars prennent la carte pour avoir la paix... mais sont loin d'être d'accord avec les idées fascistes de la CFT.

Comment on adhère à la CFT, à Citroën ?

Parfois à l'embauche : c'est l'agent de secteur qui propose : «Voulez-vous être à un syndicat qui s'occupe de vos affaires et ne se mêle pas de politique ?» Répondre : «J'y réfléchirai, c'est de faire repérer.

Il y a des moyens moins voyants : la proposition vient du chef d'équipe. Un gars a dit : «Ça m'étonne que ce soit la direction qui propose un syndicat !», le chef a répondu : «Si vous aviez dit ça à un autre que moi, ça pourrait vous coûter...»

Et le gars reste OS 1, sous surveillance, aussi longtemps qu'il tiendra le coup à l'usine. On le change souvent de poste, on lui file les boulots les plus sales...»

Interview à paraître dans «Citroën-bagne capitaliste».

Le vote sur le parlement européen L'épreuve de force de Chirac

(suite de la page une)

conséquences pratiques. Quelle que soit la décision du gouvernement (retrait pur et simple du projet, motion de censure ou autre), il est clair que Giscard va sortir de ce nouveau pas encore plus affaibli et discrédité.

Chirac, quant à lui, apparaît un peu plus chaque jour comme celui qui, dans les faits, dirige la majorité et contrôle la politique de Giscard. Celui-ci pourra-t-il attendre encore 10 mois ?

qui prétend, lui aussi, brandir ce flambeau. Bien que Chirac ait déclaré au cours d'une conférence de presse que le RPR «n'avait en aucun cas l'intention de participer à un processus d'escalade de la crise à dix mois des élections» et qu'il ne s'associerait pas à une motion de censure, il est clair que la décision annoncée ne va pas manquer d'avoir des



Foyers Sonacotra en lutte

Reprise de la grève au foyer d'Elancourt (1)

La reprise de la grève des loyers au foyer Sonacotra d'Elancourt, comme dans de nombreux autres foyers, est un cinquanté échec pour ceux qui ont cherché à briser la lutte des Sonacotra en négociant foyer par foyer à la place des représentants élus des résidents : la Coordination des foyers en lutte.

En avril 1976, après 3 mois de grève, un accord était signé avec la Sonacotra : baisse des loyers de 20 F, un balai, une serpillière et des promesses de réfection, d'entretien et d'animation étaient obtenues.

Las d'attendre la réalisation de ces promesses et voyant qu'ils avaient été dupés par la Sonacotra et ceux qui les avaient poussés à négocier, les résidents décident en assemblée générale, le 3 mai dernier, de reprendre la grève interrompue un an plus tôt.

À Elancourt, les résidents ne sont pas prêts d'oublier les enseignements de l'échec de la grève de l'an dernier.

En effet, le 30 avril 76, ceux qui, inlassablement, ont mené un travail de sape, de découragement depuis le début de la lutte, sont venus « arbitrer » le conflit : ces notables locaux (le conseiller général PCF, les représentants du MRAP) ont négocié un accord spécifique au foyer d'Elancourt. Bien entendu, les miettes obtenues de la Sonacotra dans cet accord de division par rapport

aux autres foyers, les résidents les attendent toujours !

En guise d'animation, le 9 octobre, un méchoui est organisé par le directeur du foyer avec l'argent du budget d'animation du foyer. A la table d'honneur sont cérémonieusement servis par le directeur du foyer ceux qui se sont donnés du mal... pour enterrer la lutte des résidents : M. le conseiller général PCF, maire actuel de Maurepas, l'ex-maire d'Elancourt, RI, un représentant du MRAP.

Mais cette année, les résidents ont tiré les leçons de cet échec. Ils ont élu des délégués qui mènent la grève collectivement, en s'appuyant sur l'ensemble des résidents, en les mobilisant, en discutant avec eux des décisions. L'an dernier, la grève avait été menée par un seul délégué combatif, qui avait du « temps », et en avait fait son affaire personnelle, prenant les décisions seul et complètement isolé. Écœuré, il constituait une cible de choix pour les briseurs de grève qui ont atteint leur objectif fin avril 76.

Sitôt l'échec, des délégués ont saisi que la lutte d'un foyer isolé est sans issue et ont pris contact avec la Coordination. Ils ont saisi la nature de ceux qui, en parole, soutiennent leur lutte mais s'emploient à la briser.

(À suivre)

Non à la hausse des prix !

Aux capitalistes de payer la crise !

1,3 % de hausse des prix générale, c'est le bilan avoué du gouvernement pour le mois d'avril. C'est un record absolu depuis juillet 1974, une manière comme une autre pour Giscard de fêter son 3e anniversaire à la présidence. C'est aussi le constat d'échec du plan Barre I (le plan Barre II ne s'annonce pas mieux.)

Même si l'on s'en tient à l'indice truqué de l'INSEE, on peut constater que la baisse de l'augmentation des prix qui s'était manifestée dans les premiers mois du gouvernement Barre est désormais un souvenir du passé. L'inflation et la hausse des prix sont reparties de plus belle et il ne faut pas compter sur les mois à venir pour améliorer la situation. Mais au fait, est-ce que les prix avaient réellement cessé de grimper ?

Tous les économistes bourgeois, Barre en tête, nous l'affirment ; la courbe de l'indice des prix pourrait également le laisser croire : 0,3 % en décembre et en janvier. Le gouvernement croyait avoir trouvé un remède miracle lui permettant d'échapper à sa crise. En fait, ces deux indices ne doivent pas tromper. Tous les travailleurs se sont d'ailleurs aperçus qu'à cette époque les prix des produits de première nécessité, alimentaires notamment, avaient continué à valser.

C'est que cette baisse était le résultat d'une part d'un tour de passe-passe lié à l'indice lui-même : des produits que l'on n'achète

D'autre part, une baisse artificielle de la TVA. Il ne faut pas se faire d'illusions. L'État bourgeois n'a pas l'habitude de faire de cadeau aux travailleurs et ce qu'il perd d'une main, il le reprend de l'autre. Quand, au mois de février, par exemple, la hausse annoncée est de 0,7 %, elle est de 1,1 % pour les produits alimentaires, c'est-à-dire qu'elle est en fait de plus

En regardant les chiffres, on constate qu'il en est toujours ainsi. Ce mois-ci, la hausse de la nourriture est de 1,6 %, en février les boissons non alcoolisées, le café, le chocolat, l'eau minérale ont progressé de 7,2 % et les fruits et légumes de 2,1 %.

Comme disent ces messieurs « les produits alimentaires sont les grands fauteurs d'inflation ».

En attendant, la nourriture a augmenté de plus de 12 % en un an et Barre prétend toujours bloquer les salaires à 6,5 % d'augmentation.

Même en truquant les chiffres comme il le fait constamment, le gouvernement n'arrive plus à masquer le fait que face à la hausse des prix il est impuissant. Le problème ne se situe pas, comme on veut le faire croire, dans le remplacement de Chirac par Barre, pas plus que dans celui de Barre par Mitterrand et Marchais, le problème c'est celui du système capitaliste tout entier.

Tant qu'existera le capitalisme, avec un plan Barre ou bien un Programme commun, les prix augmenteront et ce sera les travailleurs qui en feront les frais.

Etes-vous gavés de fraises ?

La télé ne sait plus qu'inventer pour tenter de justifier la hausse des prix. La palme du cynisme revient pourtant au commentateur d'A2 pour son reportage du 31 mai sur le prix des fruits.

Si les fruits sont chers, c'est la faute des consommateurs qui en mangent trop et surtout pas quand il faut !

La preuve, explique le

journaliste :

« Au mois de juin, les fraises seront bon marché, mais les gens s'en servent tellement gavés avant qu'ils n'en voudront plus, et il leur faudra des pêches, qui elles seront chères. »

Que les travailleurs qui se gavent avec des fraises à 15 F le kilo, le disent, ce sont eux les responsables...

jamais, comptent autant que le litre de lait et en bloquant l'un on compense la hausse de l'autre.

de 1 % pour les travailleurs car une part importante de leur salaire passe dans l'alimentation.

Congrès CFDT de la Fédération générale des transports et de l'équipement

Inquiétude et opposition

Le congrès de la Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT s'est tenu à Rouen du 25 au 27 mai.

Ce congrès a été dominé par deux débats, un débat sur les structures et un débat sur l'orientation par rapport à une éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir. Le débat sur les structures était lié à une volonté de la plupart des syndicats issus de la FNHEI (fonctionnaires de l'équipement) de garder une certaine autonomie face à la volonté d'autres syndicats d'aller vers des syndicats généraux des transports et de l'équipement. Si l'on ne peut qu'être pour une solidarité dans l'action entre différentes branches professionnelles, et si le syndicalisme chez les fonctionnaires peut apparaître comme un syndicalisme privilégié par rapport à celui chez les routiers, la méthode employée pour contraindre la FNHEI à rentrer dans la FGTE est inadmissible (chantage à la dissolution). Et n'y avait-il pas dans cette attitude une volonté de réduire au silence une fédération ayant pris des positions en opposition avec la confédération ?

Cependant, bien que ce congrès ait été perçu par beaucoup de militants comme étant essentiellement un congrès de structures, ce qui est le plus important est bien l'orientation qui décide du but dans lequel seront utilisées ces structures. L'orientation proposée à ce congrès est fondamentalement, derrière les rituelles déclarations de principe anticapitalistes, une orientation de soutien à l'Union de la gauche et à sa politique de gestion du capitalisme. Le débat à ce congrès a montré que si la très grande majorité des militants présents ont encore d'importantes illusions sur l'Union de la gauche, un nombre important d'entre eux s'inquiètent de la politique que suivra celle-ci, de la chasse aux sorcières, etc.

Ainsi, un amendement présenté par le syndicat de l'Équipement de Paris disait : « La perspective de l'arrivée de la gauche au gouvernement ne saurait constituer une garantie quant à la possibilité pour les travailleurs de gérer leurs propres affaires ». Il n'a été rejeté que par un très faible écart de voix (142 pour, 163 contre, 73 abstentions). Un amendement présenté

par le syndicat des cheminots de la Côte-d'Or introduisait la notion de prise de pouvoir politique par les travailleurs et demandait que soit enlevé le passage disant que la CFDT devait faire preuve d'esprit de responsabilité en période de transition (lire avec un gouvernement de gauche).

Dans son intervention à ce sujet, le représentant du syndicat devait parler de « possibilité du maintien des structures capitalistes avec l'Union de la gauche au pouvoir » et souligner qu'aussi bien dans les régimes sociaux-démocrates que dans certains pays de l'Est, les travailleurs connaissent la même exploitation qu'en France. Cet amendement était aussi rejeté avec un très faible écart (176 pour, 184 contre, 42 abstentions).

Un amendement présenté notamment par les syndicats des cheminots de Paris Sud-Est, Paris Sud-Ouest, Juvisy, Côte d'Or, direction commerciale et transports, Marseille, Sotteville, de la RATP, de l'Équipement Paris demandait la suppression d'une phrase disant que le mouvement de masse devait s'op-

poser aux tentatives de sabotage d'une minorité cherchant à faire prévaloir une stratégie de débordement. Le défenseur de cet amendement devait souligner le danger d'une telle position face à un gouvernement de gauche demandant de « retrousser les manches » et la chasse aux sorcières. Malgré d'autres arguments peu clairs et maladroits, cet amendement devait obtenir 30 % des voix pour, 60 % contre, 10 % d'abstentions.

Sur d'autres points, il a été adopté une proposition du syndicat-cheminot Côte d'Or de faire mention de la lutte des peuples du tiers monde pour leur émancipation, du syndicat de la RATP condamnant les structures spécifiques pour les cadres, de l'Équipement-Paris sur la lutte contre les licenciements supprimant la notion de « sans reclassement préalable », du syndicat-cheminot Paris Sud-Est posant la revendication des 35 heures. Finalement, la résolution générale était adoptée par 67 % des mandats (21 % contre, 12 % d'abstentions), chiffre assez bas qui reflète l'existence d'une réelle opposition à la base à la ligne confédérale.

• Le Pellerin

Libération

immédiate des 5 paysans arrêtés !

(suite de la page une)

Décision y était prise d'une manifestation de popularisation à Nantes jeudi 9 à 17 h 30 (départ du palais de Justice) et vendredi pendant le procès qui commence à 9 h le matin : rassemblement, place Viarme, proche du palais de Justice.

A noter que la « gauche » dans cette affaire une attitude qui ne prête plus guère à équivoque. Elle était déjà largement absente du grand rassemblement contre la centrale le mois dernier. Dimanche, un paysan du Pellerin (qui a figuré sur la liste d'Union de la gauche aux municipales) en disait qu'elle se préparait à prendre le pouvoir et à l'exercer « comme ses prédecesseurs avec les mêmes méthodes pour tromper les gens ».

À Coueron, le conseil municipal de gauche et à majorité PCF depuis les dernières élections s'est réuni en séance extraordinaire et publique après les arrestations... pour regretter « que des gens animés d'un idéal social soient tombés dans le piège de la provocation ».

Ceci est une version d'ailleurs atténuée de la motion qu'avait proposée le PC ! La municipalité considé-

re de plus qu'en ce qui concerne « l'enquête d'utilité publique », il vaut mieux appeler les gens à y participer, « on verra bien après ».

Tout cela soulève une large désapprobation dans la population. Mais il est vrai que le mouvement « Paysans-Travailleurs » qui se veut un « syndicat de masse et de classe » des petits et moyens paysans, est en butte depuis sa naissance aux attaques de l'État capitaliste par « justice » et flics interposés ainsi que des partis de gauche, le PCF en premier lieu qui n'a cessé de le combattre et de le calomnier, et aussi le PS. Nous avons parlé ici de ses tentatives pour le démolir : opération Monatar.

De nombreuses organisations de masse ou politiques parmi lesquelles les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge et le PCR (ml) ont signé en commun une vive protestation et exigent la libération immédiate des 5 paysans inculpés. Dans un communiqué dont la presse locale (Ouest-France, etc) s'est faite l'écho, le comité de Nantes du PCMLF appelle ses militants et tous les travailleurs à se mobiliser face à cette nouvelle attaque de la bourgeoisie et pour soutenir la lutte des travailleurs contre l'implantation de la centrale.